

# Le FPR se prépare à de nouvelles offensives

Hartley, Aidan

Reuters, 16 mai 1994

NAIROBI, 16 mai, Reuter - Les rebelles du Front patriotique rwandais semblent se préparer à de nouvelles offensives contre les forces gouvernementales avant le vote probable cette semaine par le Conseil de sécurité de l'envoi d'une force de maintien de la paix, déclarent des diplomates.

"Ils semblent avancer à partir de plusieurs zones", a déclaré dimanche en fin de journée un diplomate africain, au soir d'une journée marquée par des duels d'artillerie autour de Kigali.

Les barrages de l'artillerie gouvernementale n'ont pas réussi à déloger les hommes du FPR des positions qu'ils occupent à l'est de la capitale, autour de l'aéroport international et des collines des alentours.

Mais, mis à part qu'ils ont resserré leur étau autour de la caserne gouvernementale de Kanombe, à l'est de l'aéroport, les rebelles n'ont pas progressé vers le centre de Kigali depuis avril.

Plus légèrement armé mais plus mobile, le FPR, dominé par la minorité tutsie, s'est surtout attaché à couper les voies d'accès au monde extérieur et à s'emparer de zones rurales du nord et du sud-est.

Les responsables d'organisations humanitaires estiment à près d'un demi million le nombre de personnes - principalement des Tutsis et des Hutus proches de l'opposition - tuées par des extrémistes hutus depuis la mort du président Juvenal Habyarimana, membre de la majorité hutue, dont l'avion a été abattu le 6 avril.

Le Conseil de sécurité doit se prononcer mardi sur l'envoi de quelque 5.500 soldats africains pour mettre fin au bain de sang.

Mais alors que les Etats-Unis souhaitent que les soldats de l'Onu soient déployés aux frontières du pays pour créer des zones de sécurité pour les réfugiés, le projet de résolution prévoit d'assurer d'abord le contrôle de l'aéroport de Kigali par les Nations unies.

Selon Abdul Kabia, le responsable de la MINUAR, le premier bataillon de Ghanéens qui arrivera au Rwanda (si la résolution est votée) devrait s'assurer rapidement le contrôle de l'aéroport, les deux parties en présence ayant accepté de laisser l'installation à l'ONU.

Mais il a souligné que les milices posaient le plus de problèmes. "Nous obtenons une coopération des belligérants mais je ne sais pas si quelqu'un contrôle les milices civiles", a-t-il dit. /NCD

(c) Reuters Limited 1994